

# Bonnes nouvelles

**Une seule solution : Ford doit investir, apporter de l'activité et préserver tous les emplois !**

*Le moins que l'on puisse dire est que nous n'avons pas frappé fort à l'occasion de la 5<sup>ème</sup> action de mobilisation depuis le Comité de suivi du 23 octobre. Seuls 2 syndicats y appelaient mais cela n'explique pas tout.*

**Les 80 salariés qui se sont rassemblés hier devant l'entrée-sortie des camions (sans compter la vingtaine de soutiens extérieurs venue nous encourager) ne regrettent pas pour autant d'avoir agi et dénoncé encore une fois le danger pour nos emplois et le refus d'engagement de Ford.**

*Certes nous, salariés, sommes globalement peu mobilisés, mais ce « peu » est important car il a le mérite de faire entendre une situation injustifiable, de montrer aux pouvoirs publics, à la population qu'il y a un problème, qu'il n'est pas question de se laisser faire.*

**Oui, malgré nos faiblesses, l'action d'hier a été visible car quelques médias s'en sont fait l'écho. Et Ford sait qu'au moins une minorité, aujourd'hui et pas demain, ne se résigne pas.**

## LÉGENDES URBAINES

### TENACES ET ANESTHÉSIANTES

Voilà une idée qui réapparaît toujours insidieusement pile poil pour contrer une mobilisation pour la défense des emplois. Il serait plus simple ou plus logique de revendiquer une somme d'argent plutôt que du travail. Cela repose strictement sur rien d'autre qu'une duperie. Certes étant donné le rapport de force actuel, il est difficile d'empêcher un patron de licencier ou de fermer une usine. Les exemples sont nombreux comme à Tati, à GMS, Alstom... souvent malgré les luttes des salariés.

**Mais les indemnités de licenciement ne rattrapent jamais un boulot perdu, elle ne sont jamais à la hauteur des besoins surtout qu'elles sont réduites par les dernières lois, elles n'empêchent pas de sombrer dans la galère, la précarité, dans les drames de l'exclusion, de l'isolement... Rien ne remplace un vrai travail, un vrai salaire.**

La meilleure solution, c'est quand même de défendre ensemble les emplois que nous avons, parce que nous pouvons le faire collectivement.

En fait, il n'y a même pas d'annonce de fermeture ou de licenciements donc c'est vraiment absurde de parler « prime » aujourd'hui. Enfin ne pas défendre nos emplois alors que des millions de gens souffrent de ne pas en avoir, ce serait une grosse erreur.

*Evidemment qu'à aussi peu nombreux dans l'action, cela limite l'efficacité de nos mobilisations. On se dit que si nous étions 300 ou même 500 devant l'usine, cela mettrait bien plus la pression sur Ford comme sur le Préfet ou le gouvernement.*



*Maintenant pourquoi ne sommes-nous pas plus ? Parce que les collègues ont confiance et pensent que Ford va finir par investir et apporter l'activité qu'il faut ? Non bien sûr, on voit bien l'ambiance dans l'usine. Dans ce cas, à quoi bon attendre ?*

**Alors parce que tout est perdu d'avance, qu'on n'y peut rien ? En vrai, rien ne permet de penser ça. Au contraire même, nous sommes la preuve vivante que la mobilisation peut payer, que nous pouvons influencer sur les décisions de Ford, nous sommes encore là !**

*Nous ne lâcherons pas et nous continuerons les actions parce qu'un jour ça viendra, comme en 2008, il y a un moment où nous serons nombreux et nous réussirons à changer la donne.*

## **MANIFESTATION SAMEDI 2 DÉCEMBRE 2017 CONTRE LA PRÉCARITÉ CONTRE LE CHÔMAGE 15H30 PLACE DE LA VICTOIRE À BORDEAUX**

Comme chaque année, la Cgt-Ford appelle à participer à ce rendez-vous organisé par un collectif de syndicats, d'associations et de partis politiques.

**Le chômage et la précarité ne sont pas des fatalités mais le résultat des politiques patronales, de rentabilité et de course aux profits. Ford a sa part de responsabilité en supprimant 50 à 80 emplois annuellement malgré les aides publiques censées protéger l'emploi !**

Participer à cette manifestation est pour nous complètement logique. Car avant le chômage, il y a la défense de son emploi, la défense des emplois existants.

Nous pouvons avoir un emploi et être solidaires des précaires, nous pouvons nous sentir concernés par le drame du chômage vécu par des millions de gens sans être nous-mêmes dans la galère.

## PROPAGANDE TOXIQUE

La ficelle est un peu grosse, au risque même de paraître ridicules, cela n'empêche qu'une partie de la hiérarchie se lance dans des campagnes d'intox régulièrement... au moment des journées d'action.

En cette veille du 21 novembre, des responsables de la 6F35 ont cru bon annoncer, même pas partout, un volume supplémentaire de 50 000 carters pour le marché australien ... ou russe ? En fait on sait pas. Un peu plus de travail, histoire de calmer les inquiétudes et d'enlever quelques ardeurs à se mobiliser ?

**Que les infos soient bricolées, confuses, que les chefs se contredisent et au final ne savent même plus ce qu'ils avaient à nous dire, tout cela importe peu pour eux. L'objectif c'est sans doute d'embrouiller les esprits au risque de s'embrouiller eux-mêmes.**

Mais l'imagination de ces responsables va plus loin. Ils ont affichés sur des panneaux « work-group » des plans et des indications techniques concernant la 8F-MID, cette transmissions revendiquée par l'intersyndicale, toujours largement virtuelle. Mais d'où sortent ces informations ? Ni du CE, ni des Comité de suivi. Juste de l'intox !

**Qu'ont-ils à gagner ces cadres, ces responsables à contrer les mobilisations, à semer la confusion, à faire comme s'ils savaient des choses alors qu'ils sont baladés et menacés comme l'ensemble des salarié(e)s ?**

## LA LUTTE CONTINUE



## NE PAS SE LAISSER FAIRE

Question production, difficile à savoir où nous en sommes. A côté des stocks qui poussent un peu partout, l'organisation du travail dans la plupart des secteurs est fluctuante, un coup il y a les pressions pour produire, un autre ce sont des congés imposés ou des mutations d'un service à l'autre.

D'une part cela semble à nos yeux complètement incohérent et cela n'améliore en rien la situation. Et d'autre part, les collègues sont traités comme des numéros, ils sont informés au dernier moment, déplacés au grès des décisions des chefs, choisis certainement au hasard, certains étant assez régulièrement mutés.

**En clair tout cela en rajoute au malaise et au sentiment de ne pas être respectés. Du coup, de nombreux collègues subissent des conditions de travail insatisfaisantes. Mais il faut bien le reconnaître, le mécontentement restent souvent dans les têtes des collègues, s'expriment peu et dans ces cas-là, il est difficile de faire changer d'attitude et de politique à la direction et à l'encadrement.**

Pour améliorer le respect et les conditions de travail, il n'y a rien de mieux que de se solidariser les uns avec les autres et de se défendre collectivement. En attendant, ce que nous pouvons faire c'est en parler, c'est dénoncer des agissements qui usent les collègues et qui leur font mal.



## LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Le 25 novembre, journée internationale pour l'élimination des violences contre les femmes, arrive cette année dans une actualité brûlante. Des centaines de milliers de femmes victimes de harcèlement et d'agressions sexuelles se mobilisent pour dénoncer publiquement leurs agresseurs, connus ou non, avec les hashtags #BalanceTonPorc et #MoiAussi (« metoo »). Le mouvement est mondial

**Les violences patriarcales contre les femmes ne sont pas des faits nouveaux. En France, les chiffres n'évoluent quasiment pas d'une année sur l'autre. En 2016, au moins 123 femmes ont été assassinées par leur conjoint ou ex. Chaque jour, 230 femmes adultes sont violées, et plus encore de filles mineures.**

Les violences patriarcales prennent de très nombreuses formes : publicités sexistes et dégradantes, insultes, harcèlement dans la rue, harcèlement sexuel au travail, coups, agressions sexuelles, violences psychologiques, économiques...

Ces violences sont universelles, et touchent toutes les femmes. Elles ont lieu partout dans le monde et sont le

fait d'hommes de toutes origines, de tous milieux, de tous pays.

**Malgré l'action des associations féministes et les témoignages de femmes victimes, la tolérance de la société face à ces violences reste très forte, et l'impunité des agresseurs reste la règle : 1% de violeurs seulement est condamné en France.**

Arrêter les violences ne peut se faire sans un changement global des rapports entre les femmes et les hommes. Cela suppose une politique publique contre les violences faites aux femmes, de grande ampleur. Mais aussi une politique contre les inégalités (salaires, emplois...) ou contre la précarité qui touche plus fortement les femmes.

Nous sommes toutes et tous concernés.

**Manifestation à Bordeaux  
Samedi 25 novembre  
15h00 Place de la Comédie  
(Grand Théâtre)**